ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΚΔΙΔΕΤΑΙ ΤΗ 15 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1974 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 337

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 140. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις καὶ κατὰ τὴν 13ην Φεβρουαρίου 1964 ὑπογραφείσης συμβάσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας «περὶ ἀποφυγῆς τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ ἀποτροπῆς τῆς φοροδιαφυγῆς ἐν σχέσει πρὸς τοὺς φόρους ἐπὶ τῶν περιουσιῶν ἀποβιωσάντων προσώπων». 1

Ν.Δ. 141. Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 12 Ὀκτωβρίου 1973 Συμφωνίας ἐπὶ τῶν Γαλλοελληνικῶν Κινηματογραφικῶν Σχέσεων». 2

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 140

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις καὶ κατὰ τὴν 13ην Φεβρουαρίου 1964 ὑπογραφείσης συμβάσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας «περὶ ἀποφυγῆς τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ ἀποτροπῆς τῆς φοροδιαφυγῆς ἐν σχέσει πρὸς τοὺς φόρους ἐπὶ τῶν περιουσιῶν ἀποβιωσάντων προσώπων».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις :

α) τοῦ ἄρθρου 32 τοῦ Συντάγματος.

β) τοῦ ἄρθρου 10, παρ. 1 τῆς Καταστατικῆς Συντακτικῆς Πράξεως τῆς 1/1.8.1974 «περὶ ἀποκαταστάσεως τῆς δημοκρατικῆς νομιμότητος κλπ.», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀποφασίζομεν :

Ἄρθρον Πρῶτον.

1. Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφεῖσα τὴν 13ην Φεβρουαρίου 1964 σύμβασις μεταξὺ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας «περὶ ἀποφυγῆς τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ ἀποτροπῆς τῆς φοροδιαφυγῆς ἐν σχέσει πρὸς τοὺς φόρους ἐπὶ τῶν περιουσιῶν ἀποβιωσάντων προσώπων», ἧς τὸ κείμενον ἕπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικήν.

2. Ἡ ἰσχὺς τῆς συμβάσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τοῦ ἑπομένου μηνός, καθ' ὃν θέλει πραγματοποιηθῇ ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν σχετικῶν κυρωτικῶν ἐγγράφων, κατὰ τὰ ἐν ἄρθρῳ 18 αὐτῆς ὁριζόμενα.

Convention entre la Grèce et l'Italie, tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions.

Sa Majesté le Roi des Hellènes et le Président de la République Italienne, animés du désir d'éviter les doubles impositions et pour prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions, ont décide de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir,

Sa Majesté le Roi des Hellènes,
Son Excellence Monsieur Ch. X. Palamas
Ministre des Affaires Etrangères
Le Président de la République Italienne,
Son Excellence Monsieur Mario Conti,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
à Athènes

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

La présente Convention est applicable aux impôts prélevés sur les successions laissées par des ressortissants grecs et italiens.

Article 2.

1. La présente Convention détermine les règles appicables aux impôts suivants :
A. Pour la Grèce :
l'impôt sur les successions.
B. Pour l'Italie :
1) l'impôt sur les successions,
2) l'impôt sur la valeur globale des successions (imposta sul valore globale);

II. Cette Convention s'appliquera également à tous les autres impôts de nature analogue, qui seront étables après sa signature, dans le territoire de l'un des Etats contractants, que les impôts frappent l'intégralité de la succession ou qu'ils soient prélevés sur des parts d'héritage ou des legs.

Les autorités compétentes de chaque Etat se communiquent à la fin de chaque année les modifications apportées à leur législation fiscale.

Article 3.

Pour l'application de la présente Convention :
a) le terme «Italie» désigne la République italienne;
b) le terme Grèce désigne le Royaume de Grèce;

c) le terme «impôt» désigne, suivant le cas, l'impôt sur les successions ou celui sur la valeur globale des successions appliquées par l'Italie et les impôts de la même nature établis dans le Royaume de Grèce tels qu'ils sont visés à l'article 1er.

Article 4.

Les biens immobiliers situés dans l'un des deux Etats contractants ne seront soumis à impôt que dans cet Etat.

Les biens immobiliers comprennent d'une part, les accessoires d'immeubles et le cheptel mort ou vif des exploitation agricoles ou forestières, ainsi que les autres droits réels sur ces biens, c'est-à-dire, l'usufruit, l'usage, l'habitation, la superficie et l'emphythéose et, d'autre part, les locations enrégistrées.

Les créances, de toute sorte, garanties par gages immobiliers, seront soumises à l'impôt dans l'Etat où les biens immobiliers sont situés.

Article 5.

Les biens investis dans une entreprise commerciale ou industrielle ou se rattachant à une profession libérale, et qui sont affectés à un établissement stable situé dans l'un des Etats contractants, ne seront soumis à l'impôt que dans cet Etat.

1. Le terme «etablissement stable» désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce toute ou partie de son activité.

2. Constituent notamment des établissements stables:

a) un siège de direction;

b) une succursale;

c) un bureau;

d) une usine;

e) un atelier;

f) une mine, carrière ou autre lieu d'extraction de ressources naturelles;

g) un chantier de contrusction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.

Article 6.

Les navires, bateaux et aéronefs, ainsi que leurs caratures, les automobiles, ainsi que les créances garanties sur ces biens sont considérés existants dans l'Etat ou ils ont été immatriculés.

Article 7.

Les biens meubles corporels autres que ceux visés aux articles 5 et 6 sont soumis à l'impôt dans l'Etat où ils se trouvent effectivement à la date du décès.

Sont même compris dans les biens meubles corporels, les billets de banque et les autres espèces monétaires ayant cours légal dans le lieu de lieu de leur émission et les chèques au porteur.

Article 8.

Les biens non visés par les articles 4 ou 7 ne seront soumis à l'impôt que dans l'Etat ou le de cujus était domicilié lors de son décès.

Pour l'application de la présente Convention le terme «domicile» désigne le lieu où le défunt avait le siège principal de ces affaires et intérêts.

En cas de doute aur le point de savoir dans lequel des deux Etats le de cujus est réputé avoir été domicilié au sens des dispositions qui précèdent, ou lorsque l'intéressé peut être considéré comme ayant eu son domicile dans les deux Etats, la question sera tranchée par voie d'accord particulier entre les autorités fiscales suprêmes des deux Etats. On considérera, à cet égard, quel est celui des Etats avec lequel le de cujus, au moment de son décès, entretenait les relations personnelles et économiques les plus étroites. S'il est impossible d'aboutir à une decision sur ce point, on s'en tiendra à la nationalité de l'intéressé.

Si le de cujus n'avait son domicile dans aucun des deux Etats contractants il sera censé avoir été domicilié dans l'Etat dont il était ressortissant. S'il était ressortissant des deux Etats, la question du lieu où il sera censé avoir été domicilié sera tranchée par voie d'accord particulier entre les autorités fiscales suprêmes des deux Etats.

Article 9.

Les dettes qui grèvent les biens de la nature visés aux articles 4 à 7 de la présente Convention ou qui sont garanties par des biens de cette nature, seront imputables, dans l'Etat où les dits biens sont soumis à l'impôt, sur la valeur desdits biens ou de tous les autres avoirs que le dit Etat a le droit d'imposer. Les dettes autres que les dettes précitées seront imputables sur les biens qui sont soumis à l'impôt dans l'Etat où le de cujus était domicilié lors de son décès.

Si les dettes qui peuvent être imputées dans l'un des Etats, aux termes des dispositions du premier alinéa, dépassent la valeur de l'ensemble des biens que le dit Etat a le droit d'imposer, le solde non couvert sera imputé sur les biens soumis à l'impôt dans l'autre Etat.

Article 10.

Les personnes morales à but réligieux social ou charitable légalement constituées ou à constituer dans chacun des susdits Etats, sont exemptées de tout impôt sur les donations et les successions sans égard pour le lieu où la fortune héritée ou donnée est située ou pour les éléments qui la composent.

La même règle s'applique aux Etats contractants et leurs Administrations locales, à condition que les donations et les successions en question soint destinées à des buts réligieux, sociaux, charitables ou culturels.

Article 11.

La présente Convention ne porte aucune atteinte aux exemptions fiscales accordées ou qui pourront être accordées à l'avenir, en vertu des règles générales du droits des gens, aux agents diplomatiques et consulaires.

Article 12.

Tout contribuable qui prouve que les taxations établies ou projetées à sa charge ont entrainé ou doivent entrainer pour lui une double imposition contraire aux principles de la présente Convention, peut adresser une réclamation à l'autorité fiscale suprême de l'Etat dans lequel il est censé être domicilié aux termes des dispositions de l'article 8, ou dans lequel le de cujus est réputé, aux termes de la présente Convention, avoir été domicilié lors de son décès. Si le bienfondé de la réclamation est reconnu, ledit Etat prendra les mesures nécessaires pour mettre fin à la double imposition.

Une telle réclamation devra être faite dans les trois ans à compter de la fin de l'année au cours de laquelle le contribuable aura eu connaissance de la double imposition.

Article 13.

Les autorités fiscales suprêmes des Etats pourront prendre des arrangements spéciaux en vue d'appliquer les dispositions de la présente Convention et d'éviter les doubles impositions en ce qui concerne les impôts visés à l'article 2, dans les cas qui ne sont pas reglès par la présente Convention ou qui peuvent se présenter au cours de son application, ainsi que pour résoudre les difficultés ou les doutes qui pourraient surgir en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la Convention.

Article 14.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants bénéficient sur le territoire de l'autre. en ce qui concerne les droits de successions, des mêmes avantages (pour situation et charges de famille) que les nationaux de ce dernier Etat.

ASSISTANCE ADMINISTRATIVE

Article 15.

1. Les autorités fiscales des Parties contractantes échangeront les renseignements que les lé gislations fiscales des deux Etats permettent d'obtenir dans le cadre de la pratique administrative normale et qui seront utiles pour assurer l'établissement et le recouvrement règuliers des impôts visés par la présente convention ainsi que l'application, en ce quiconcerne ces impôts, des dispositions légales relatives à la repression de la fraude fiscale.

2. Les renseignements ainsi échangés qui conservent un caractère secret, ne sont pas communiqués à des personnes autres que celles qui sont chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts visés par la présente convention.

Aucun renseignement n'est échangé qui révèlerait un secret commercial, industriel ou professionnel. L'assistance peut ne pas être donnée lorsque l'Etat requis estime qu'elle est de nature à mettre en danger sa sécurité ou à porter atteinte à ses intérêts généraux.

3. L'échange des renseignement a lieu soit d'office, soit sur demande visant des cas concrets. Les autorités compétentes des Etats contractants s'entendent pour determiner la liste des informations qui sont fournies d'office.

Article 16.

1. Les Etats contractants conviennent de se prêter mutuellement assistance et appui en vue de recouvrer, suivant les règles propres à leur lègislation ou règlementation respective, les impôts visés par la présente convention ainsi que les majorations de droits, droits en sus, indemnités de retard, intérêts et frais afférents à ces impôts, lorsque ces sommes sont définitivement dues en application des lois ou règlements de l'Etat demandeur.

2. La demande formulée à cette fin doit être accompagnée des documents exigés par les lois ou règlements de l'Etat requérant pour établir que les sommes à recouvrir sont définitivement dues.

3. Au vu de ces documents, les significations et mesures de recouvrement et de perception ont lieu dans l'Etat requis conformément aux lois ou règlements applicables pour le recouvrement et la perception de ses propres impôts. Les titres de perception, en particulier, sont rendus exécutoires dans la forme prévue par la législation ou la règlementation de cet Etat.

4. Les créances fiscales à recouvrer bénéficient des mêmes sûretés et privilèges que les créances fiscales de même nature dans l'Etat de recouvrement.

5. Les contestations touchant l'éxistence ou le montant de la créance ne peuvent être portées que devant la juridiction compétente de l'Etat requérant.

Article 17.

En ce qui concerne les créances fiscales qui sont encore susceptibles de recours, les autorités fiscales de l'Etat créancier, pour la sauvegarde de ses droits, peuvent demander aux autorités fiscales compétentes de l'autre Etat de prendre les mesures conservatoires que la législation ou règlementation de celui-ci autorise.

Article 18.

La présente convention entrera en vigueur le 1er jour du mois suivant celui pendant lequel l'échange des instruments de ratification aura eu lieu à Rome.

Toutefois, chaque Etat pourra, moyennant un préavis de six mois, notifié par la voie diplomatique, la dénoncer soit en totalité, soit en partie, pour la fin de l'année civile, à partir de la cinquième année suivant celle de la ratification.

Dans ce cas, la convention s'appliquera pour la dernière fois à l'impôt sur les successions de personnes décédées au plus tard le 31 décembre de ladite année.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, le 13 février 1964, en langue française.

Pour le Royaume de Grèce

Pour la République Italienne.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΑΣ ΠΡΟΣ ΑΠΟΦΥΓΗΝ ΤΗΣ ΔΙΠΛΗΣ ΦΟΡΟΛΟΓΙΑΣ ΕΠΙ ΘΕΜΑΤΩΝ ΦΟΡΟΥ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΩΝ

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων, καὶ ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, διαπνεόμενοι ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας ἀποφυγῆς τῆς διπλῆς φορολογίας καὶ ἀποτροπῆς τῆς φοροδιαφυγῆς ἐπὶ θεμάτων φόρου κληρονομιῶν ἀπεφάσισαν νὰ συνάψουν σύμβασιν καὶ διώρισαν ἐπὶ τούτῳ τοὺς πληρεξουσίους ἀντιπροσώπους των, καὶ δή :

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα κ.Χ.Ξ. Παλαμᾶν, Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα κ. Μάριο Κόντι, Ἔκτακτον καὶ Πληρεξούσιον Πρεσβευτὴν ἐν Ἀθήναις.

Οὗτοι δέ, ἀνταλλάξαντες τὰ πληρεξούσιά των, ἀναγνωρισθέντα ὡς περιβεβλημένα δέοντα καὶ ἔγκυρον τύπον, συνεφώνησαν τὰς ἀκολούθους διατάξεις.

Ἄρθρον 1.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι ἐφαρμοστέα ἐπὶ φόρων εἰσπραττομένων ἐπὶ τῶν ὑπὸ Ἑλλήνων καὶ Ἰταλῶν ὑπηκόων καταλειπομένων κληρονομιῶν.

Ἄρθρον 2.

I. Ἡ παροῦσα Σύμβασις καθορίζει τοὺς ἐπὶ τῶν ἀκολούθων φόρων ἐφαρμοστέους κανόνας :

A. Διὰ τὴν Ἑλλάδα :

ἐπὶ τοῦ φόρου κληρονομιῶν

B. Διὰ τὴν Ἰταλίαν :

1. ἐπὶ τοῦ φόρου κληρονομιῶν

2. ἐπὶ τοῦ φόρου ὁλικῆς ἀξίας τῶν κληρονομιῶν (ἰταλιστί, IMPOSTA SUL VALORE GLOBALE)

II. Ἡ Σύμβασις αὕτη θὰ ἐφαρμόζεται ὁμοίως καὶ ἐπὶ ἁπάντων τῶν φόρων ἀναλόγου φύσεως, οἵτινες θὰ θεσπισθοῦν μετὰ τὴν ὑπογραφήν της, εἰς τὴν ἐπικράτειαν ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, εἴτε οἱ φόροι οὗτοι βαρύνουν τὸ σύνολον τῆς κληρονομίας εἴτε οὗτοι εἰσπράττονται ἐκ τῶν κληρονομικῶν μεριδίων ἢ κληροδοτημάτων.

Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ ἑκάστου Κράτους κοινοποιοῦν πρὸς ἀλλήλας κατὰ τὸ τέλος ἑκάστου ἔτους τὰς εἰς τὴν φορολογικὴν νομοθεσίαν ἑκάστης ἐπενεχθείσας τροποποιήσεις.

Ἄρθρον 3.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως :

α) Ὁ ὅρος «Ἰταλία» σημαίνει τὴν Ἰταλικὴν Δημοκρατίαν,

β) Ὁ ὅρος «Ἑλλὰς» σημαίνει τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος,

γ) Ὁ ὅρος «φόρος» σημαίνει, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τὸν φόρον κληρονομιῶν ἢ τὸν ἐπὶ τῆς ὁλικῆς ἀξίας τῆς κληρονομίας τοὺς ἰσχύοντας εἰς Ἰταλίαν, καὶ τοὺς φόρους τῆς αὐτῆς φύσεως τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος, ὡς οὗτοι νοοῦνται εἰς τὸ ἄρθρον Ι.

Ἄρθρον 4.

Τὰ κείμενα εἰς ἕν τῶν δύο συμβαλλομένων Κρατῶν ἀκίνητα ὑποβάλλονται εἰς φορολογίαν μόνον εἰς τὸ Κράτος τοῦτο.

Τὰ ἀκίνητα περιλαμβάνουν ἀφ' ἑνὸς μὲν τὰ παραρτήματα ἀκινήτων, καὶ τὰ ζῶα καὶ γεωργικὰ ἐργαλεῖα, κτίρια καὶ, ἐγκαταστάσεις τῶν γεωργικῶν ἢ δασικῶν ἐπιχειρήσεων ὡς καὶ τὰ λοιπὰ ἐμπράγματα δικαιώματα ἐπὶ τῶν πραγμάτων αὐτῶν, ἤτοι ἐπικαρπίαν, χρῆσιν, οἴκησιν, ἐπιφάνειαν καὶ ἐμφύτευσιν, ἀφ' ἑτέρου δὲ τὰς μεταγεγραμμένας μισθώσεις.

Αἱ πάσης φύσεως πιστώσεις, αἱ ἠσφαλισμέναι δι' ἀντιχρήσεως ἀκινήτων, ὑποβάλλονται εἰς φορολογίαν εἰς τὸ Κράτος ὅπου κεῖνται τὰ ἀκίνητα.

Ἄρθρον 5.

Τὰ πράγματα τὰ ἐπενδεδυμένα εἰς ἐμπορικὴν ἢ βιομηχανικὴν ἢ συνδεόμενα πρὸς ἐλευθέριον ἐπάγγελμα, καὶ ἅτινα εἶναι προωρισμένα εἰς χρῆσιν ἐντὸς σταθερᾶς ἐγκαταστάσεως κειμένης εἴς τι τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, ὑποβάλλονται εἰς φορολογίαν μόνον εἰς τὸ Κράτος τοῦτο.

Ι. Ὁ ὅρος «σταθερὰ ἐγκατάστασις» σημαίνει σταθερὰν ἐγκατάστασιν ἐργασιῶν ὅπου ἡ ἐπιχείρησις ἀσκεῖ τὸ σύνολον ἢ μέρος τῆς δραστηριότητός της.

2. Εἰδικώτερον, σταθερὰς ἐγκαταστάσεις ἀποτελοῦν :

α) μία ἕδρα διευθύνσεως

β) ἕν ὑποκατάστημα

γ) ἕν γραφεῖον

δ) ἕν ἐργοστάσιον

ε) ἕν ἐργαστήριον

στ) ἕν ὀρυχεῖον, ἕν λατομεῖον ἢ ἄλλος τόπος ἐξαγωγῆς φυσικῶν πόρων

ζ) ἕν ἐργοστάσιον κατασκευῆς ἢ ὀρεινὸν, οὗτινος ἡ διάρκεια ὑπερβαίνει τοὺς δώδεκα μῆνας.

Ἄρθρον 6.

Τὰ πλοῖα, σκάφη καὶ ἀεροσκάφη, ὡς καὶ τὰ «CARATURES» αὐτῶν, τὰ αὐτοκίνητα ὡς καὶ αἱ πιστώσεις αἱ ἠσφαλισμέναι δι' ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων ἐπὶ τῶν πραγμάτων αὐτῶν, θεωροῦνται ὅτι κεῖνται εἰς τὸ Κράτος τῆς ἐγγραφῆς των εἰς τὸ ἀντίστοιχον μητρῶον.

Ἄρθρον 7.

Τὰ ἐνσώματα κινητὰ πράγματα, πλὴν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰ ἄρθρα 5 καὶ 6, ὑποβάλλονται εἰς φορολογίαν εἰς τὸ Κράτος ὅπου πράγματι εὑρίσκονται κατὰ τὸν χρόνον τοῦ θανάτου.

Εἰς τὰ ἐνσώματα κινητὰ περιλαμβάνονται ὁμοίως τραπεζογραμμάτια καὶ τὰ λοιπὰ νομίσματα νομίμου κυκλοφορίας εἰς τὸν τόπον τῆς ἐκδόσεώς των, καὶ αἱ ἐπιταγαὶ εἰς τὸν κομιστήν.

Ἄρθρον 8.

Τὰ μὴ περιλαμβανόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 4 καὶ 7 ὑπάρχοντα ὑπάγονται εἰς φορολογίαν μόνον εἰς τὸ Κράτος ὅπου ὁ κληρονομούμενος εἶχε τὴν κατοικίαν του κατὰ τὸν χρόνον τοῦ θανάτου του.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁ ὅρος «κατοικία» σημαίνει τὸν τόπον ὅπου ὁ κληρονομούμενος εἶχε τὴν κυρίαν ἕδραν τῶν ὑποθέσεων καὶ συμφερόντων του.

Εἰς περίπτωσιν ἀμφιβολίας ἐπὶ τοῦ σημείου τῆς ἐξακριβώσεως εἰς ποῖον ἐκ τῶν δύο κρατῶν ὁ κληρονομούμενος θεωρεῖται ὅτι εἶχε τὴν κατοικίαν κατὰ τὴν ἔννοιαν τῶν προηγουμένων διατάξεων, ἢ ὁσάκις ὁ κληρονομούμενος θεωρεῖται ὅτι εἶχε τὴν κατοικίαν του καὶ εἰς τὰ δύο Κράτη, τὸ ζήτημα θὰ ἐπιλύεται δι' ἰδιαιτέρας συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀνωτάτων φορολογικῶν ἀρχῶν τῶν δύο Κρατῶν. Πρὸς τοῦτο, θὰ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ποῖον εἶναι τὸ Κράτος μεθ' οὗ ὁ κληρονομούμενος, κατὰ τὸν χρόνον τοῦ θανάτου του, διετήρει τὰς πλέον στενὰς προσωπικὰς καὶ περιουσιακὰς σχέσεις. Ἐὰν εἶναι ἀδύνατος ἡ λῆψις ἀποφάσεως ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, θὰ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ἡ ἰθαγένεια τοῦ κληρονομουμένου.

Ἐὰν ὁ κληρονομούμενος δὲν εἶχε τὴν κατοικίαν του εἰς οὐδὲν τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, θὰ θεωρεῖται ὅτι ἦτο κάτοικος τοῦ Κράτους τῆς ἰθαγενείας του. Ἐὰν ἦτο ὑπήκοος καὶ τῶν δύο Κρατῶν, τὸ ζήτημα τοῦ τόπου ὅπου θὰ θεωρηθῇ ὅτι εἶχε τὴν κοιατκίαν του θὰ ἐπιλύεται δι' ἰδιαιτέρας συμφωνίας μεταξὺ τῶν ἀνωτάτων φορολογικῶν ἀρχῶν τῶν δύο Κρατῶν.

Ἄρθρον 9.

Τὰ χρέη τὰ βαρύνοντα τὰ ἐν ἄρθρ. 4-7 τῆς παρούσης Συμβάσεως σκοπούμενα πράγματα ἢ ὅσα εἶναι ἠσφαλισμένα δι' ἐμπραγμάτων δικαιωμάτων ἐπὶ τοιούτων πραγμάτων, καταλογίζονται, εἰς τὸ Κράτος τῆς φορολογίας τῶν ἐν λόγῳ πραγμάτων, εἰς τὴν ἀξίαν τῶν ἐν λόγῳ πραγμάτων ἢ ὅλων τῶν λοιπῶν ὑπαρχόντων ἅτινα τὸ Κράτος τοῦτο δικαιοῦται νὰ φορολογήσῃ. Τὰ λοιπὰ πλὴν τῶν προαναφερθέντων χρέη, εἶναι καταλογιστέα εἰς τὰ ὑπάρχοντα ἅτινα ὑποβάλλονται εἰς φορολογίαν εἰς τὸ Κράτος τοῦ τόπου κατοικίας τοῦ κληρονομουμένου κατὰ τὸν χρόνον τοῦ θανάτου του.

Ἐὰν τὰ χρέη ἅτινα εἶναι ἐνδεχομένως καταλογιστέα εἴς τι τῶν Κρατῶν, κατὰ τοὺς ὅρους τῶν διατάξεων τοῦ πρώτου ἐδαφίου, ὑπερβαίνουν τὴν ἀξίαν τοῦ συνόλου τῶν ὑπαρχόντων ἅτινα τὸ εἰρημένον κράτος δικαιοῦται νὰ φορολογήσῃ, τὸ ἀκάλυπτον ὑπόλοιπον θὰ καταλογίζηται εἰς τὰ εἰς τὸ ἕτερον Κράτος φορολογούμενα ὑπάρχοντα.

Ἄρθρον 10.

Τὰ νομικὰ πρόσωπα θρησκευτικοῦ, κοινωνικοῦ ἢ εὐαγοῦς σκοποῦ, ἅτινα ἔχουν νομίμως συσταθῇ ἢ πρόκειται νὰ συσταθοῦν εἰς τι τῶν εἰρημένων Κρατῶν, ἀπαλλάσσονται παντὸς φόρου ἐπὶ δωρεῶν καὶ κληρονομιῶν, ἀνεξαρτήτως τοῦ τόπου τῆς ἕδρας τῆς κληρονομουμένης περιουσίας, ἢ τῶν συνιστώντων αὐτὴν στοιχείων.

Ὁ αὐτὸς κανὼν ἐφαρμόζεται καὶ διὰ τὰ συμβαλλόμενα Κράτη καὶ τὰς τυπικὰς Διοικήσεις των, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι αἱ ἐν λόγῳ δωρεαὶ καὶ κληρονομίαι προορίζονται διὰ θρησκευτικούς, κοινωνικούς, εὐαγεῖς ἢ μορφωτικοὺς σκοπούς.

Ἄρθρον 11.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις οὐδόλως θίγει τὰς φορολογικὰς ἀπαλλαγὰς αἵτινες ἤδη προβλέπονται ἢ θὰ προβλεφθοῦν μελλοντικῶς βάσει τῶν γενικῶν κανόνων τοῦ διεθνοῦς δικαίου, διὰ τοὺς διπλωματικοὺς καὶ προξενικοὺς ἀντιπροσώπους.

Ἄρθρον 12.

Πᾶς φορολογούμενος ὅστις ἀποδεικνύει ὅτι οἱ εἰς βάρος του βεβαιωθέντες φόροι ἢ μελετώμενοι τοιοῦτοι, συνεπάγονται ἢ πρόκειται νὰ ἐπιφέρουν διπλῆν φορολογίαν ἀντίθετον πρὸς τὰς ἀρχὰς τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύναται νὰ ἀπευθύνῃ αἴτησιν εἰς τὴν ἀνωτάτην φορολογικὴν ἀρχὴν τοῦ Κράτους ὅπου θεωρεῖται ὅτι ἔχει τὴν κατοικίαν του κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8, ἢ ὅπου ὁ κληρονομούμενος θεωρεῖται, κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅτι εἶχε τὴν κατοικίαν του κατὰ τὸν χρόνον τοῦ θανάτου του. Ἐφ' ὅσον ἀναγνωρισθῇ τὸ βάσιμον τῆς αἰτήσεως, τὸ συγκεκριμένον Κράτος θὰ λάβῃ ὅσα μέτρα εἶναι ἀναγκαῖα πρὸς ἀπάλειψιν τῆς διπλῆς φορολογίας.

Ἡ τοιαύτη αἴτησις δέον νὰ ὑποβάλληται ἐντὸς τριῶν ἐτῶν ἀπὸ τοῦ τέλους τοῦ ἔτους κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ὁποίου ὁ φορολογούμενος ἔλαβε γνῶσιν τῆς διπλῆς φορολογίας.

Ἄρθρον 13.

Αἱ ἀνώταται φορολογικαὶ ἀρχαὶ τῶν Κρατῶν θὰ δύνανται νὰ συνάπτουν εἰδικὰς συμφωνίας πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ πρὸς ἀποφυγὴν τῆς διπλῆς φορολογίας, σχετικῶς πρὸς τοὺς ἐν ἄρθρ. 2 φόρους, εἰς τὰς περιπτώσεις ἐκείνας αἵτινες δὲν ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς

παρούσης Συμβάσεως, ἡ αἴτινες δυνατὸν νὰ ἀνακύπτουν κατὰ τὴν ἐφαρμογήν της, ὡς καὶ πρὸς ἐπίλυσιν τῶν δυσχερειῶν ἢ τῶν ἀμφιβολιῶν αἴτινες δυνατὸν νὰ ἀναφυοῦν σχετικῶς πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 14.

Οἱ ὑπήκοοι ἑκατέρου τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν, ἀπολαύουν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου, ἐν σχέσει πρὸς τὰ κληρονομικὰ δικαιώματα, τῶν αὐτῶν πλεονεκτημάτων (σχετικῶς πρὸς τὴν κατάστασιν καὶ τὰ οἰκογενειακὰ βάρη) ὡς καὶ οἱ ὑπήκοοι τοῦ τελευταίου τούτου Κράτους.

ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΗ ΣΥΝΔΡΟΜΗ

Ἄρθρον 15.

1. Αἱ φορολογικαὶ ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων Μερῶν θὰ ἀνταλλάσσουν ὅσας πληροφορίας ἐπιτρέπουν αἱ φορολογικαὶ νομοθεσίαι τῶν δύο Κρατῶν νὰ λαμβάνωνται ἐντὸς τῶν πλαισίων τῆς συνήθους διοικητικῆς πρακτικῆς, καὶ εἶναι χρήσιμοι πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς κανονικῆς βεβαιώσεως καὶ τῆς εἰσπράξεως τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως σκοπουμένων φόρων, ὡς καὶ διὰ τὴν ἐφαρμογήν, εἰς ὅ,τι ἀφορᾶ τοὺς φόρους τούτους, τῶν διατάξεων τοῦ νόμου σχετικῶς πρὸς τὴν καταστολὴν τῆς φορολογικῆς ἀπάτης.

2. Αἱ οὕτω ἀνταλλασσόμεναι πληροφορίαι, αἵτινες διατηροῦν τὴν ἀπόρρητον φύσιν των, δὲν κοινοποιοῦνται εἰς ἕτερα πρόσωπα πλὴν ἐκείνων ἅτινα εἶναι ἁρμόδια διὰ τὴν βεβαίωσιν καὶ τὴν εἴσπραξιν τῶν ἀποτελούντων τὸ ἀντικείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως φόρων.

Οὐδεμία πληροφορία δίδεται, ἐὰν εἶναι δυνατὸν νὰ ἀποκαλύψῃ ἐμπορικόν, βιομηχανικὸν ἢ ἐπαγγελματικὸν ἀπόρρητον.

Ἡ συνδρομὴ δυνατὸν νὰ μὴ παρασχεθῇ ἐὰν τὸ πρὸς ὅ ἡ αἴτησις Κράτος κρίνῃ ὅτι εἶναι τοιαύτης φύσεως ὥστε νὰ θέτῃ εἰς κίνδυνον τὴν κυριαρχίαν του ἢ τὴν ἀσφάλειαν του, ἢ νὰ θίγῃ τὰ γενικώτερα συμφέροντά του.

3. Ἡ ἀνταλλαγὴ πληροφοριῶν διενεργεῖται εἴτε ἐξ ἐπαγγέλματος εἴτε τῇ αἰτήσει διὰ συγκεκριμένας περιπτώσεις. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν συνεννοοῦνται πρὸς καθορισμὸν τοῦ πίνακος πληροφοριῶν αἵτινες παρέχονται ἐξ ἐπαγγέλματος.

Ἄρθρον 16.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη συμφωνοῦν νὰ παρέχουν ἀμοιβαίως εἰς ἄλληλα συνδρομὴν καὶ ὑποστήριξιν πρὸς εἴσπραξιν, κατὰ τοὺς εἰδικοὺς κανόνας τῶν ἀντιστοίχων νομοθεσιῶν ἢ κανονισμῶν, τῶν περὶ ὧν ἡ παροῦσα Σύμβασις φόρων, ὡς καὶ τῶν ἐπαυξήσεων δικαιωμάτων, ἐπὶ πλέον δικαιωμάτων, ἀποζημιώσεων ὑπερημερίας, τῶν σχετικῶν πρὸς τοὺς φόρους τούτους τόκων καὶ ἐξόδων, ὁσάκις τὰ ποσὰ ταῦτα ἔχουν καταστῇ ὁριστικῶς πληρωτέα κατ' ἐφαρμογὴν τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν τοῦ αἰτοῦντος Κράτους.

2. Ἡ ἐπὶ τούτῳ διατυπουμένη αἴτησις δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ τῶν ἐγγράφων τῶν ἀπαιτουμένων ὑπὸ τῶν νόμων ἢ κανονισμῶν τοῦ αἰτοῦντος Κράτους, πρὸς ἀπόδειξιν ὅτι τὰ εἰσπρακτέα ποσὰ ἔχουν καταστῇ ὁριστικῶς πληρωτέα.

3. Βάσει τῶν ἐγγράφων αὐτῶν, αἱ κοινοποιήσεις καὶ ἐνέργειαι εἰσπράξεως λαμβάνουν χώραν εἰς τὸ πρὸς ὅ ἡ αἴτησις Κράτος, συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἐφαρμοστέους διὰ τὴν εἴσπραξιν τῶν ἰδίων αὐτοῦ φόρων. Οἱ τίτλοι εἰσπράξεως, εἰδικώτερον, καθίστανται ἐκτελεστοὶ κατὰ τὰς διατυπώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ἢ τῶν κανονισμῶν τοῦ κράτους τούτου.

4. Αἱ εἰσπρακτέαι φορολογικαὶ πιστώσεις ἀπολαύουν τῶν αὐτῶν ἀσφαλειῶν καὶ προνομίων ὡς καὶ αἱ παρομοίας φύσεως φορολογικαὶ πιστώσεις τοῦ Κράτους τοῦ τόπου εἰσπράξεως.

5. Αἱ ἀμφισβητήσεις περὶ τὴν ὕπαρξιν ἢ τὸ ποσὸν τῶν πιστώσεων δύνανται νὰ ἀχθοῦν ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον ἐνώπιον τῶν ἁρμοδίων δικαστηρίων τοῦ αἰτοῦντος Κράτους.

Ἄρθρον 17.

Σχετικῶς πρὸς τὰς φορολογικὰς πιστώσεις αἵτινες ἐξακολουθοῦν οὖσαι ἐπιδεκτικαὶ προσφυγῆς, αἱ φορολογικαὶ ἀρχαὶ τῆς Πιστωτρίας Χώρας, πρὸς διασφάλισιν τῶν δικαιωμάτων των, δύνανται νὰ ζητοῦν παρὰ τῶν ἁρμοδίων φορολογικῶν ἀρχῶν τοῦ ἑτέρου Κράτους, νὰ λάβουν τὰ ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ἢ τῶν κανονισμῶν τοῦ Κράτους τούτου ἐπιτρεπόμενα συντηρητικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 18.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην ἡμέραν τοῦ ἑπομένου μηνὸς τοῦ μηνὸς καθ' ὃν θὰ λάβῃ χώραν ἐν Ρώμῃ ἡ ἀνταλλαγὴ τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεων.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἕκαστον Κράτος θὰ δύναται, κατόπιν εἰδοποιήσεως ἓξ μηνῶν, κοινοποιουμένης διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, νὰ τὴν καταγγείλῃ, εἴτε καθ' ὁλοκληρίαν, εἴτε ἐν μέρει, διὰ τὸ τέλος τοῦ πολιτικοῦ ἔτους ἀπὸ τοῦ πέμτου ἔτους μετὰ τὴν τοιαύτην ἐπικύρωσιν.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην, ἡ Σύμβασις θὰ ἐφαρμοσθῇ διὰ τελευταίαν φοράν, ἐπὶ τῆς φορολογίας τῶν κληρονομιῶν προσώπων ἀποβιωσάντων τὸ βραδύτερον τὴν 31ηνΔεκεμβρίου τοῦ εἰρημένου ἔτους.

Ἐφ' ᾧ οἱ πληρεξούσιοι τῶν δύο Κρατῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, καὶ ἐπέθεσαν τὰς σφραγίδας των.

Ἐγένετο ἐν Ἀθήναις τῇ 13ῃ Φεβρουαρίου 1964 εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν.

ΔΙΑ ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟΝ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ
ΔΙΑ ΤΗΝ ΙΤΑΛΙΚΗΝ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΝ

Ἄρθρον Δεύτερον

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΞΕΝΟΦ. ΖΟΛΩΤΑΣ, ΑΓΓ. ΒΛΑΧΟΣ, ΔΗΜΗΤΡ. ΜΠΙΤΣΙΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΟΛΩΝ ΓΚΙΚΑΣ, ΝΙΚΟΛ. ΛΟΥΡΟΣ, ΝΙΚΟΛ. ΦΩΤΙΑΣ, ΝΙΚΟΛ. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ, ΝΙΚΟΛ. ΦΑΡΜΑΚΙΔΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΜΑΛΑΤΕΣΤΑΣ, ΣΠΥΡ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ, ΕΤΑΓΓ. ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΛΕΒΕΝΤΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ

(2)

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 141

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 12 Ὀκτωβρίου 1973 Συμφωνίας ἐπὶ τῶν Γαλλοελληνικῶν Κινηματογραφικῶν Σχέσεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις :

α) τοῦ ἄρθρου 32 τοῦ Συντάγματος.

β) τοῦ ἄρθρου 10, παρ. 1 τῆς Καταστατικῆς Συντακτικῆς Πράξεως τῆς 1/1-8-1974 «περὶ ἀποκαταστάσεως τῆς δημοκρατικῆς νομιμότητος κλπ», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀποφασίζομεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις τὴν 12ην Ὀκτωβρίου 1973 ὑπογραφεῖσα μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Γαλλικῆς καὶ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας Συμφωνία μετὰ τῶν συνημμένων αὐτῇ παραρτήματος καὶ Πρακτικοῦ «ἐπὶ τῶν Ἑλληνογαλλικῶν Κινηματογραφικῶν Σχέσεων», ὧν τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἕπεται :

ACCORD

SUR LES RELATIONS CINEMATOGRAPHIQUES FRANCO - HELLENIQUES

Le Gouvernement de la République Française
Le Gouvernement de la République Hellénique

soucieux de faciliter la réalisation de films en coproduction et de développer l'échange de films entre les deux pays sont convenus de ce qui suit :

I. COPRODUCTION

1. Les films réalisés en coproduction et admis au bénéfice du présent Accord sont considérés comme films nationaux par les Autorités des deux pays.

Ils bénéficient de plein droit des avantages qui en résultent en vertu des dispositions en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chaque pays.

La réalisation de films en coproduction entre les deux pays doit recevoir l'approbation, après consultation entre elles, des autorites compétentes des deux pays :

en France : Le Centre National de la Cinématographie
en Grèce : Direction de la Cinématographie du Ministere de l'Industrie.

2. Pour être admis au bénéfice de la coproduction, les films doivent être entrepris par des Producteurs ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue par l'autorité nationale.

3. Les films doivent produits dans les conditions suivantes :

La proportion des apports respectifs des Producteurs des deux pays peut varier par film de 30 à 70 %. Dans certains cas, la participation minoritaire peut être ramenée à 20 %. La participation technique et artistique de chacun des pays doit intervenir dans la même proportion que les apports financiers; en tout état de cause, la participation technique et artistique doit comporter au minimum un technicien, un acteur d'un rôle important et un acteur d'un rôle secondaire de la nationalité du pays qui a la participation financière minoritaire.

4. Les films doivent être réalisés par des metteurs en scène, techniciens et artistes possédant soit la nationalité française, soit le statut de résidents en France, soit la nationalité hellenique, soit le statut de grec d'origine, soit le statut de résident en Grèce.

5. Les travaux de prises de vues en studio, de sonorisation et de laboratoire doivent être réalisés sur le territoire des parties contractantes.

Les prises de vues en studio doivent avoir lieu, de préférence, dans le pays du coproducteur majoritaire.

Tout film de coproduction doit comporter deux négatifs, soit un négatif et un contretype (films en noir et blanc) soit un négatif et internègatif (films en couleur).

Chaque producteur est détenteur d'un négatif ou d'un contetype ou d'un internégatif.

En principe, le développement du négatif est effectué dans un laboratoire du pays majoritaire ainsi que le tirage des copies destinées à l'exploitation dans ce pays. Les copies destinées à l'exploitation dans le pays minoritaire sont tirées dans un laboratoire de ce pays.

6. En principe, un équilibre général doit être réalisé tant sur la plan artistique que sur celui de l'utilisation des moyens techniques des deux pays, notamment studios et laboratoires.

La Commission Mixte prévue à l'article 15 du présent Accord examinera si cet équilibre a été respecté et, à dèfaut, arrêtera les mesures jugées nécessaires pour rétablir une répartition égale entre les parties contractantes.

7. La répartition des recettes se fait proportionnellement à l'apport total de chacun des Coproducteurs.

Cette répartition comporte soit un partage des recettes, soit un partage géographique, soit une combinaison des deux formules en tenant compte de la différence de volume existant entre les marchés des pays signataires. La répartition des recettes est soumise à l'approbation des autorités compétentes des deux pays.

8. En principe, l'exportation des films coproduits est assurée par le coproducteur majoritaire.

Pour les films à participation égale, l'exportations est assurée, sauf convention contraire entre les parties, par le coproducteur ayant la même nationalité que le metteur en scène.

Dans le cas des pays appliquant des restictions à l'importation, le film est imputé sur le contingent du pays ayant les meilleures possibilités d'exportation. En cas de difficultés, le film est imputé sur le contingent du pays dont le metteur en scène est ressortissant.

9. En matière de coproduction de films de court métrage, sont qualifiés films de court métrage les films dont la longueur ne dépasse pas 1.600 mètres en format 35 mm ou le métrage correspondant à la même durée dans les autres formats.

Chaque film doit être réalisé dans le cadre d'une coproduction équilibrée sur les plans artistique, technique et financier.

10. Les génériques, films annonces et matériel publicitaire des films réalisés en coproduction doivent mentionner la coproduction entre la France et la Grèce.

La présentation dans les festivals de films coproduits doit être assurée par le pays auquel appartient le coproducteur majoritaire sauf disposition différente prise par les coproducteurs et approuvée par les autorités compétentes des deux pays.

11. Les autorités compétentes des deux pays examineront avec faveur la réalisation en coproduction de films entre la France et la Grèce et les pays avec lesquels l'un ou l'autre est lié par des accords de coproduction.

Les conditions d'agrément de tels films font l'objet d'un examen cas par cas.

12. Sous réserve de la législation et de la règlementation actuellement en vigueur, toutes facilités sont accordées pour la circulation et le séjour du personnel artistique et technique collaborant à la production de ces films ainsi que pour l'importation et l'exportation dans chaque pays du matériel nécessaire à la réalisation et à l'exploitation des films de coproduction (pellicules, matériel technique, costumes, éléments de décors, matériel de publicité, etc...).

II – ECHANGE DE FILMS

13. Sous réserve de la législation et de la règlementation actuellement en vigueur, la vente, l'importation et l'exploitation des films impressionnés nationaux ne sont soumises de part et d'autre à aucune restriction.

Chaque partie contractante donne toutes facilités dans son pays pour la diffusion des films nationaux de l'autre pays.

Les transferts de recettes provenant de la vente et de l'exploitation des films importés dans le cadre du present Accord sont effectués en exécution des contrats conclus entre les deux parties, conformément à la règlementation en vigueur dans chacun des deux pays.

III. DISPOSITIONS GENERALES

14. Les autorités compétentes des deux pays se communiquent toutes informations concernant les coproductions, les échanges de films et, en général, toutes précisions relatives aux relations cinématographiques entre les deux pays.

15. Une Commission Mixte a pour mission d'examiner les conditions d'application du présent Accord, de résoudre les difficultés éventuelles et d'etudier les modifications souhaitables en vue de développer la cooperation cinématographique dans l'intérêt commun des deux pays.

Pendant la durée du présent Accord, cette Commission se réunit chaque année, alternativement en France et en Grèce; elle peut être également convoquée à la demande de l'une des parties contractantes, notamment en cas de modifications importantes, soit de la législation soit de la réglementation applicable à l'industrie cinématographique.

16. Les deux Gouvernements se notifient réciproquement leur approbation au présent Accord; celui-ci entre en vigueur trente jours après la dernière de ces notifications.

L'Accord est conclu pour une durée de deux années à dater de son entrée en vigueur; il est renouvelable par périodes de deux ans par tacite reconduction sauf dénonciation par l'une des parties trois mois avant son échéance.

Le Président	Le Président
de la Délégation française	de la Délégation héllenique
M. André Astoux	M. Gerassimos Cambitsis

ANNEXE

PROCEDURE D'APPLICATION

Les producteurs de chacun des pays doivent, pour bénéficier des dispositions de l'Accord, joindre à leur demandes d'admission à la coproduction, adressées un mois avant le tournage à leur autorités respectives, un dossier qui comporte notamment :

- un scénario détaille,
- un document concernant la cession des droits d'auteur,
- le contrat de coproduction passé entre les sociétés coproductrices,
- un devis et un plan de financement détaillé,
- la liste des éléments techniques et artistiques des deux pays,
- un plan du travail du film.

Les autorités du pays à participation financiere minoritaire ne donnent leur agrément qu'après avoir reçu l'avis des autorités du pays à participation financière majoritaire.

Relations Cinematographiques Franco-Helleniques
Reunion des deux Delegations
Athènes, 9 au 12 Octobre 1973

PROCES VERBAL

Une délégation française et une délégation hellénique se sont rencontrées à Athènes, du 9 au 12 octobre 1973.

La délégation française, présidée par M. André ASTOUX, Directeur général du Centre National de la Cinématographie, était ainsi composée :

- M. Jean ALLEGRE, Conseiller économique et commercial près l'Ambassade de France, représentant le Ministre de l'Economie et des Finances,
- M. Jacques CHAUSSERIE-LAPREE, du Centre National de la Cinématographie,
- M. Louis FIGEAC, du Centre National de la Cinématographie,
- M. Robert CRAVENNE, Déléguè général d'UNIFRANCE FILM,
- M. Gérard DUCAUX-RUPP, Président de la Cham-Syndicale des Producteurs et Exportateurs de films français,
- M. Christine GOUZE-RENAL, de la Chambre Syndicale des Producteurs et Exportateurs de films français,
- M. Lucien MASSE, Délégué de l'Association française des Producteurs de films.

La délégation hellénique, présidée par M. Gerasimos KAMBITSIS, Directeur général du Ministère de l'Industrie, était ainsi composée :

- M. Nicolas ARVANITIS, Chef de la 14ême Direction de l'Industrie cinématographique au même Ministère,
- M. Miltiade STAVROU, Administrateur délégué de la Société générale d'Entreprises cinématographiques,
- M. Philopimène FINOS, Président de l'Association des Producteurs de cinéma grecs,
- M. Cléarque KONITSIOTIS, Vice-Président de la même association,
- M. Théodore KARAYANNIS, Secrétaire général de cette même association,
- M. Victor MICHAELIDIS, Producteur de cinéma.

Les deux délégation décident de soumettre à l'approbation de leurs gouvernements respectifs le projet d'accord de coproduction et d'échange de films entre les deux pays, dont le texte est joint en annexe au présent procès-verbal.

En vue de faciliter les échanges de films entre les deux pays, la Délégation française, se référant à l' article 13, 3ème paragraphe du projet d'accord, exprime le voeu que les autorités grecques compétentes interviennent afin que les dispositions soient prises pour que les transferts résultant de la cession des droits d'exploitation de films français pour la Grèce soient effectués dans des délais plus rapides.

La Délégation française fait part à la Délégation hellénique des difficultés rencontrées par les producteurs et exportateurs de films français, notamment en matière de fourniture des bordereaux d'exploitation par les destruction des copies de films en fin d'exploitation.

La Délégation hellénique fait savoir qu'elle appellera l'attention de ses autorités compétentes afin que des mesures soient prises pour remédier à cette situation.

Le Ministère grec de l'Industrie demande qu' à l'avenir les cas litigieux lui soient soumis pour lui per-

mettre d'intervenir en vue d'assurer la bonne exécution des contrats.

Le Président de la Délégation hellénique	Le Président de la Délégation française
Gerasimos KAMBITSIS	André ASTOUX

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΓΑΛΛΟ - ΕΛΛΗΝΙΚΩΝ ΚΙΝΗΜΑΤΟΓΡΑΦΙΚΩΝ ΣΧΕΣΕΩΝ

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, καὶ,
Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, ἐν τῇ μερίμνῃ των νὰ διευκολύνουν τὴν συμπαραγωγὴν ταινιῶν καὶ τὴν ἀνάπτυξιν τῆς ἀνταλλαγῆς ταινιῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν συνεφώνησαν ὅ,τι ἕπεται :

1.ΣΥΜΠΑΡΑΓΩΓΗ

1. Αἱ διὰ συμπαραγωγῆς παραγόμεναι ταινίαι καὶ τυγχάνουσαι τοῦ εὐεργετήματος τῆς παρούσης Συμφωνίας, θεωροῦνται ὡς ἐθνικαὶ ταινίαι ὑπὸ τῶν Ἀρχῶν ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν.

Ἀπολαύουν αὐτοδικαίως τῶν προνομίων τῶν προκυπτόντων δυνάμει τῶν ἐν ἑκάστῃ χώρᾳ ἰσχυουσῶν καὶ ἐνδεχομένως θεσπισθησομένων διατάξεων.

Ἡ διὰ συμπαραγωγῆς παραγωγὴ ταινιῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, δέον νὰ τυγχάνῃ τῆς ἐγκρίσεως, μετὰ ἀμοιβαίαν ἀνταλλαγὴν ἀπόψεων μεταξύ των, τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν:

ἐν Γαλλίᾳ : τοῦ ΕΘΝΙΚΟΥ ΚΕΝΤΡΟΥ ΚΙΝΗΜΑΤΟΓΡΑΦΙΑΣ

ἐν Ἑλλάδι : ΔΙΕΥΘΥΝΣΕΩΣ ΚΙΝΗΜΑΤΟΓΡΑΦΙΑΣ ΤΟΥ ΥΠΟΥΡΓΕΙΟΥ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ.

2. Διὰ νὰ λάβουν τὸ εὐεργέτημα τῆς συμπαραγωγῆς, αἱ ταινίαι δέον νὰ ἀναλαμβάνωνται ὑπὸ Παραγωγῶν διαθετόντων καλὴν τεχνικὴν καὶ οἰκονομικὴν ὀργάνωσιν, καὶ ἐπαγγελματικὴν πεῖραν ἀνεγνωρισμένην ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς ἀρχῆς.

3. Αἱ ταινίαι δέον νὰ παράγωνται ὑπὸ τοὺς ἀκολούθους ὅρους :

Ἡ ἀναλογία τῶν ἀντιστοίχων εἰσφορῶν τῶν Παραγωγῶν τῶν δύο χωρῶν δύνανται νὰ ποικίλλῃ κατὰ ταινίαν ἀπὸ 30 ἕως 70%. Εἰς ὡρισμένας περιπτώσεις, ἡ ἐλάσσων συμμετοχὴ δύναται νὰ κατέλθῃ εἰς 20%. Ἡ τεχνικὴ καὶ καλλιτεχνικὴ συμμετοχὴ ἑκάστης τῶν χωρῶν δέον νὰ κυμαίνεται εἰς τὴν αὐτὴν μετὰ τῶν οἰκονομικῶν εἰσφορῶν ἀναλογίαν. Ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἡ τεχνικὴ καὶ καλλιτεχνικὴ συνεργασία ὀφείλει νὰ προβλέπῃ τουλάχιστον ἕνα τεχνικόν, ἕναν ἠθοποιὸν κυρίου ρόλου καὶ ἕναν ἠθοποιὸν δευτερεύοντος ρόλου τῆς ἰθαγενείας τῆς χώρας ἥτις ἔχει τὴν ἐλάσσονα οἰκονομικὴν συμμετοχήν.

4. Αἱ ταινίαι δέον νὰ παράγωνται ὑπὸ σκηνοθετῶν, τεχνικῶν καὶ καλλιτεχνῶν διαθετόντων εἴτε τὴν Γαλλικὴν Ἰθαγένειαν, εἴτε τὴν ἰδιότητα μονίμων κατοίκων Γαλλίας, εἴτε τὴν Ἑλληνικὴν Ἰθαγένειαν, εἴτε τὴν ἰδιότητα μονίμων κατοίκων Ἑλλάδος.

5. Τὸ γύρισμα σκηνῶν εἰς τὸ στούντιο αἱ ἐργασίαι ἤχου καὶ ἐργαστηρίου, δέον νὰ πραγματοποιοῦνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

Τὸ γύρισμα σκηνῶν εἰς τὸ στούντιο δέον νὰ πραγματοποιεῖται κατὰ προτίμησιν, εἰς τὴν χώραν τοῦ μείζονος συμπαραγωγοῦ.

Πᾶσα ταινία συμπαραγωγῆς δέον νὰ προβλέπῃ δύο ἀρνητικά, εἴτε ἕν ἀρνητικὸν καὶ ἕν ἀντίγραφον (εἰς τὰς ἀσπρόμαυρας ταινίας) εἴτε ἕν ἀρνητικὸν καὶ ἕν διαρνητικὸν (INTERNEGATIF) (εἰς τὰς ἐγχρώμους ταινίας).

Ἕκαστος παραγωγὸς εἶναι κάτοχος ἑνὸς ἀρνητικοῦ ἢ ἑνὸς ἀντιγράφου ἢ ἑνὸς διαρνητικοῦ.

Κατ' ἀρχήν, ἡ ἐμφάνισις τοῦ ἀρνητικοῦ πραγματοποιεῖται εἰς ἓν ἐργαστήριον τῆς χώρας τῆς μείζονος συμμετοχῆς, ὡς καὶ ἡ ἐκτύπωσις τῶν ἀντιτύπων (κοπιῶν) τῶν προοριζομένων πρὸς ἐκμετάλλευσιν εἰς τὴν χώραν ταύτην. Τὰ ἀντίγραφα (κόπιαι) τὰ προοριζόμενα πρὸς ἐκμετάλλευσιν εἰς τὴν χώραν ἐλλάσσονος συμμετοχῆς ἐκτυποῦνται εἰς ἐργαστήριον τῆς χώρας ταύτης.

6. Κατ' ἀρχήν, δέον νὰ ἐπιτυγχάνεται μία γενικὴ ἰσορροπία τόσον ἐπὶ τοῦ καλλιτεχνικοῦ πεδίου, ὅσον καὶ ἐπὶ τοῦ πεδίου τῆς χρησιμοποιήσεως τῶν τεχνικῶν μέσων τῶν δύο χωρῶν, εἰδικώτερον στούντιο καὶ ἐργαστηρίων.

Ἡ ἐν ἄρθρ. 15 τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένη Μικτὴ Ἐπιτροπή, θὰ ἐξετάζῃ ἐὰν γίνεται σεβαστὴ ἡ ἰσορροπία αὕτη, ἐν ἐναντίᾳ δὲ περιπτώσει, θὰ ἀποφασίζῃ τὰ ἀναγκαῖα κρινόμενα μέτρα πρὸς ἀποκατάστασιν μιᾶς ἴσης κατανομῆς μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

7. Ἡ κατανομὴ τῶν εἰσπράξεων διενεργεῖται ἀναλόγως πρὸς τὴν συνολικὴν συμμετοχικὴν εἰσφορὰν ἑκάστου τῶν Συμπαραγωγῶν.

Ἡ κατανομὴ αὕτη περιλαμβάνει μίαν διανομὴν τῶν εἰσπράξεων, εἴτε μίαν γεωγραφικὴν διανομήν, εἴτε ἕνα συνδυασμὸν τῶν δύο τύπων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς διαφορᾶς ὄγκου μεταξὺ τῶν ἀγορῶν τῶν συμβαλλομένων χωρῶν. Ἡ κατανομὴ τῶν εἰσπράξεων, ὑπόκειται εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

8. Κατ' ἀρχήν, ἡ ἐξαγωγὴ τῶν συμπαραχθεισῶν ταινιῶν ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τοῦ μείζονος συμπαραγωγοῦ.

Διὰ τὰς ταινίας ἴσης συμμετοχῆς, ἡ ἐξαγωγὴ ἐξασφαλίζεται, ἐφ' ὅσον δὲν συμφωνηθῇ ἄλλως μεταξὺ τῶν μερῶν, ὑπὸ τοῦ ἔχοντος τὴν αὐτὴν μετὰ τοῦ σκηνοθέτου ἰθαγένειαν συμπαραγωγοῦ.

Εἰς τὴν περίπτωσιν χωρῶν ἐφαρμοζουσῶν περιορισμοὺς εἰς τὴν εἰσαγωγήν, ἡ ταινία ἐπάγεται εἰς τὴν μερίδα τοῦ κράτους τὸ ὁποῖον ἔχει τὰς καλλιτέρας πιθανότητας ἐξαγωγῆς. Εἰς περίπτωσιν δυσχερειῶν, ἡ ταινία ἐπάγεται εἰς τὴν μερίδα τοῦ κράτους τὴν ἐθνικότητα τοῦ ὁποίου ἔχει ὁ σκηνοθέτης.

9. Σχετικῶς πρὸς τὴν συμπαραγωγὴν ταινιῶν μικροῦ μήκους, χαρακτηρίζονται ὡς ταινίαι μικροῦ μήκους αἱ ταινίαι τῶν ὁποίων τὸ μῆκος δὲν ὑπερβαίνει τὰ 1.600 μέτρα εἰς τὸ σχῆμα τῶν 35 χλστ, ἢ ἀναλόγου μήκους ἀντιστοιχοῦντος εἰς τὴν αὐτὴν διάρκειαν εἰς τὰ λοιπὰ σχήματα.

Ἑκάστη ταινία δέον νὰ παράγεται εἰς τὰ πλαίσια μιᾶς συμπαραγωγῆς ἰσορρόπου εἰς τὰ καλλιτεχνικόν, τεχνικὸν καὶ οἰκονομικὸν πεδία.

10. Τὰ GENERIQUES (τμήματα ταινιῶν περιέχοντα τὸ ὄνομα τοῦ παραγωγοῦ τοῦ σκηνοθέτου, τῶν ἠθοποιῶν κλπ.), αἱ ἀναγγελίαι, καὶ τὸ διαφημιστικὸν ὑλικὸν τῶν ταινιῶν συμπαραγωγῆς, ὀφείλουν νὰ ἀναφέρουν τὴν μεταξὺ Γαλλίας καὶ Ἑλλάδος συμπαραγωγήν.

Ἡ προβολὴ εἰς φεστιβὰλ τῶν συμπαραχθεισῶν ταινιῶν, δέον νὰ ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τῆς χώρας εἰς ἣν ἀνήκει ὁ συμπαραγωγὸς τῆς μείζονος συμμετοχῆς, πλὴν διαφόρου συμφωνίας συναφθείσης ὑπὸ τῶν συμπαραγωγῶν καὶ ἐγκριθείσης ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο χωρῶν.

II. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν θὰ ἐξετάζουν εὐνοϊκῶς τὴν παραγωγὴν ταινιῶν διὰ συμπαραγωγῆς μεταξὺ τῆς Γαλλίας καὶ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῶν χωρῶν μεθ' ὧν ἡ μία ἢ ἡ ἄλλη συνδέονται διὰ συμφωνιῶν συμπαραγωγῆς.

Οἱ ὅροι τῆς ἐγκρίσεως τῶν συγκεκριμένων ταινιῶν θὰ ἀποτελοῦν ἀντικείμενον ἐξετάσεως ἑκάστης συγκεκριμένης περιπτώσεως.

12. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς σήμερον ἰσχυούσης νομοθεσίας καὶ κανονιστικῶν διατάξεων, θὰ παρέχωνται ἅπασαι αἱ διευκολύνσεις διὰ τὴν κυκλοφορίαν καὶ τὴν διαμονὴν τοῦ

καλλιτεχνικοῦ καὶ τεχνικοῦ προσωπικοῦ τοῦ συνεργαζομένου διὰ τὴν παραγωγὴν τῶν ταινιῶν αὐτῶν, ὡς καὶ διὰ τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν εἰς ἑκάστην χώραν τοῦ ἀναγκαίου διὰ τὴν παραγωγὴν καὶ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ταινιῶν συμπαραγωγῆς ὑλικοῦ (φίλμς, τεχνικοῦ ὑλικοῦ, ἐνδυμασιῶν, διακοσμητικῶν στοιχείων, διαφημιστικοῦ ὑλικοῦ, κλπ.)

ΙΙ. ΑΝΤΑΛΛΑΓΗ ΤΑΙΝΙΩΝ

13. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς σήμερον ἰσχυούσης νομοθεσίας καὶ κανονιστικῶν διατάξεων, ἡ πώλησις, ἡ εἰσαγωγὴ καὶ ἡ ἐκμετάλλευσις, τῶν ὡς ἐθνικῶν χαρακτηρισθεισῶν ταινιῶν δὲν ὑπόκεινται, εἰς οὐδεμίαν τῶν χωρῶν , εἰς περιορισμόν τινα.

Ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος παρέχει ἁπάσας τὰς διευκολύνσεις ἐπὶ τῆς χώρας του, διὰ τὴν διανομὴν τῶν ἐθνικῶν ταινιῶν τῆς ἑτέρας χώρας.

Αἱ μεταφοραὶ τῶν εἰσπράξεων ἐκ τῆς πωλήσεως καὶ τῆς ἐκμεταλλεύσεως τῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας εἰσαγομένων ταινιῶν πραγματοποιοῦνται εἰς ἐκτέλεσιν τῶν μεταξὺ τῶν δύο μερῶν συνημμένων συμφωνιῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἰσχυούσας ἐν ἑκάστῃ τῶν δύο χωρῶν κανονιστικὰς διατάξεις.

ΙΙΙ. ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

14. Αἱ ἁρμόδιαι ἀρχαὶ τῶν δύο χωρῶν κοινοποιοῦν πρὸς ἀλλήλας οἱασδήποτε πληροφορίας ἀφορώσας τὰς συμπαραγωγάς, τὰς ἀνταλλαγὰς ταινιῶν καί, ἐν γένει, οἱασδήποτε διευκρινίσεις σχετικὰς πρὸς τὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν κινηματογραφικὰς σχέσεις.

15. Μία Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἔχει ὡς ἐντολὴν καὶ ἀποστολὴν τὴν ἐξέτασιν τῶν ὅρων ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὴν ἐπίλυσιν τῶν ἐνδεχομένων δυσχερειῶν, καὶ τὴν μελέτην τῶν εὐκταίων τροποποιήσεων ἐν ὄψει τῆς ἀναπτύξεως τῆς κινηματογραφικῆς συνεργασίας πρὸς ὄφελος ἀμφοτέρων τῶν χωρῶν.

Καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ συνέρχεται κατ' ἔτος, καὶ ἐναλλὰξ εἰς Γαλλίαν καὶ Ἑλλάδα. Δύναται ὁμοίως νὰ συγκαλῆται τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, εἰδικώτερον, εἰς περίπτωσιν σημαντικῶν τροποποιήσεων, εἴτε τῆς νομοθεσίας εἴτε τῶν κανονιστικῶν διατάξεων, ἐπὶ θεμάτων κινηματογραφικῆς βιομηχανίας.

16. Αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ κοινοποιήσουν εἰς ἀλλήλας τὴν ἀπὸ μέρους των ἔγκρισιν τῆς παρούσης Συμβάσεως. Αὕτη δὲ θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τριάκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς τελευταίας τῶν ἀνωτέρω κοινοποιήσεων.

Ἡ συμφωνία συνάπτεται διὰ μίαν περίοδον δύο ἐτῶν, ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος της. Δύναται νὰ ἀνανεοῦται ἀνὰ διετίαν διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως ἐφ' ὅσον δὲν καταγγελθῇ ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τῶν μερῶν τρεῖς μῆνας πρὸς τῆς λήξεώς της.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Ἀντιπροσωπείας (ὑπογρ. Andre Astoux)

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπ. (ὑπογρ. Γεράσιμος Καμπίτσης)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

Οἱ παραγωγοὶ ἑκάστης τῶν χωρῶν ὀφείλουν, διὰ νὰ τύχουν τοῦ εὐεργετήματος τῆς Συμφωνίας, νὰ ἐπισυνάπτουν εἰς τὰς αἰτήσεις των εἰσόδου εἰς τὴν συμπαραγωγήν, ἀπευθυνομένας ἕνα μῆνα πρὸ τοῦ γυρίσματος πρὸς τὰς ἀντιστοίχους ἀρχὰς των, φάκελλον περιέχοντα τὰ ἑξῆς :

— λεπτομερὲς σενάριον,

— ἔγγραφον περὶ τῆς παραχωρήσεως τῶν συγγραφικῶν δικαιωμάτων,

— τὴν μεταξὺ τῶν συμπαραγωγῶν ἑταιριῶν συναφθεῖσαν σύμβασιν συμπαραγωγῆς,

— προϋπολογισμὸν καὶ λεπτομερὲς σχέδιον χρηματοδοτήσεως,

— τὸν πίνακα τῶν τεχνικῶν καὶ καλλιτεχνικῶν στοιχείων τῶν δύο χωρῶν,

— σχέδιον ἐπεξεργασίας τῆς ταινίας.

Αἱ ἀρχαὶ τῆς χώρας τῆς ἐλάσσονος οἰκονομικῆς συμμετοχῆς δίδουν τὴν συναίνεσίν των μόνον ἀφ' ἧς λάβουν τὴν γνώμην τῶν ἀρχῶν τῆς χώρας τῆς μείζονος οἰκονομικῆς συμμετοχῆς.

ΓΑΛΛΟΕΛΛΗΝΙΚΑΙ ΚΙΝΗΜΑΤΟΓΡΑΦΙΚΑΙ ΣΧΕΣΕΙΣ

ΣΥΝΕΛΕΥΣΙΣ ΤΩΝ ΔΥΟ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΕΙΩΝ

Ἀθῆναι, 9 ἕως 12 Ὀκτωβρίου 1973

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

Ἐν Ἀθήναις, ἀπὸ 9ης ἕως 12ης Ὀκτωβρίου 1973, συνῆλθον μία Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία καὶ μία Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία. Ἡ Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία, προεδρευομένη ὑπὸ τοῦ κ. Antre Astoux, Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Κέντρου Κινηματογραφίας, ἀπηρτίζετο ὡς ἀκολούθως :

— κ. Jean Allegre, Οἰκονομικὸς καὶ Ἐμπορικὸς Σύμβουλος τῆς Γαλλικῆς Πρεσβείας, ἐκπροσωπῶν τὸν Ὑπουργὸν Οἰκονομίας καὶ Οἰκονομικῶν.

— κ. Jaques Chausserie - Lapree, τοῦ Ἐθνικοῦ Κέντρου Κινηματογραφίας,

— κ. Louis Figeac, τοῦ Ἐθνικοῦ Κέντρου Κινηματογραφίας,

— κ. Robert Crevenne, Γενικὸς Ἀντιπρόσωπος τῆς Unifrance Film,

— κ. Gerard Ducaux - Rupp, Πρόεδρος τοῦ Συνδικαλιστικοῦ Ἐπιμελητηρίου Παραγωγῶν καὶ Ἐξαγωγέων Γαλλικῶν Ταινιῶν.

— κα. Christine Gouze - Renal, τοῦ Συνδικαλιστικοῦ Ἐπιμελητηρίου Παραγωγῶν καὶ Ἐξαγωγέων Γαλλικῶν Ταινιῶν.

— κ. Lucien Masse, Ἀντιπρόσωπος τῆς Γαλλικῆς Ἑνώσεως Παραγωγῶν Κινηματογραφικῶν Ταινιῶν.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία, προεδρευομένη ὑπὸ τοῦ κ. Γερασίμου Καμπίτση, Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας, ἀπηρτίζετο ὡς ἀκολούθως :

— κ. Νικόλαος Ἀρβανίτης, Διευθυντὴς τῆς 14ης Διευθύνσεως Κινηματογραφικῆς Βιομηχανίας τοῦ αὐτοῦ Ὑπουργείου.

— κ. Μιλτιάδης Σταύρου, Διοικητικὸς Σύμβουλος ἀντιπρόσωπος τῆς Γενικῆς Ἑταιρίας Κινηματογραφικῶν Ἐπιχειρήσεων.

— κ. Φιλοποίμην Φίνος, Πρόεδρος τῆς Ἑνώσεως Ἑλλήνων Παραγωγῶν Κινηματογράφου,

— κ. Κλέαρχος Κονιτσιώτης, Ἀντιπρόεδρος τῆς αὐτῆς Ἑνώσεως,

— κ. Θεόδωρος Καραγιάννης, Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς αὐτῆς Ἑνώσεως,

— κ. Βίκτωρ Μιχαηλίδης, Παραγωγὸς Κινηματογράφου.

Αἱ δύο ἀντιπροσωπεῖαι ἀποφασίζουν νὰ ὑποβάλουν εἰς τὴν ἔγκρισιν τῶν ἀντιστοίχων κυβερνήσεών των τὸ σχέδιον συμφωνίας συμπαραγωγῆς καὶ ἀνταλλαγῆς ταινιῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον ἐπισυνάπτεται ἐν παραρτήματι εἰς τὸ παρὸν πρακτικόν.

Ἐν ὄψει τῆς διευκολύνσεως τῶν ἀνταλλαγῶν ταινιῶν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, ἡ Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία, ἀναφερομένη εἰς τὸ ἄρθρον 13, 3η παρ. τοῦ σχεδίου συμφωνίας, ἐκφράζει τὴν εὐχὴν ὅπως αἱ ἁρμόδιαι ἑλληνικαὶ ἀρχαὶ παρέμβουν ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ληφθοῦν αἱ κατάλληλοι διατάξεις ἵνα διενεργοῦνται τὸ ταχύτερον δυνατὸν αἱ ἐκ τῆς ἐκχωρήσεως τῶν δικαιωμάτων ἐκμεταλλεύσεως γαλλικῶν ταινιῶν προκύπτουσαι μεταφοραὶ κεφαλαίων.

Ἡ Γαλλικὴ ἀντιπροσωπεία γνωστοποιεῖ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἀντιπροσωπείαν τὰς ὑπὸ τῶν παραγωγῶν καὶ ἐξαγωγέων γαλλικῶν ταινιῶν ἀντιμετωπιζομένας δυσχερείας, εἰδικώτερον σχετικῶς πρὸς τὴν παροχὴν πινακίων ἐκμεταλλεύσεως ὑπὸ τῶν ἑλλήνων διανομέων καὶ πρὸς τὴν λήψιν παρ' αὐτῶν τῆς ἀποδείξεως τῆς καταστροφῆς τῶν ἀντιγράφων τῶν ταινιῶν (κόπιας) μετὰ τὸ πέρας τῆς ἐκμεταλλεύσεως.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεία γνωρίζει ὅτι θὰ ἐπιστήσῃ τὴν προσοχὴν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τῆς χώρας της ἵνα ληφθοῦν τὰ δέοντα μέτρα πρὸς θεραπείαν τῆς καταστάσεως ταύτης.

Τὸ Ἑλληνικὸν Ὑπουργεῖον Βιομηχανίας ζητεῖ ὅπως εἰς τὸ μέλλον ὑποβάλωνται εἰς αὐτὸ αἱ ἀμφισβητούμεναι περιπτώσεις ὥστε νὰ δύναναι νὰ ἐπεμβαίνῃ πρὸς διασφάλισιν τῆς καλῆς ἐκτελέσεως τῆς συμβάσεως.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας (ὑπ. Γεράσιμος Καμπίτσης)

Ὁ Πρόεδρος τῆς Γαλλικῆς Ἀντιπροσ. (ὑπ. Andre Astoux)

Ἄρθρον 2

Ἡ ἰσχὺς τῆς διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένης Συμφινίας ἄρχεται ἀπὸ τῆς πληρώσεως τῶν ἐν ἄρθρῳ 16 ταύτης διαλαμβανομένων προϋποθέσεων.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1974

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΦΑΙΔΩΝ ΓΚΙΖΙΚΗΣ
ΣΤΡΑΤΗΓΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΞΕΝΟΦ. ΖΟΛΩΤΑΣ, ΑΓΓ. ΒΛΑΧΟΣ, ΔΗΜΗΤΡ. ΜΠΙΤΣΙΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΟΛΩΝ ΓΚΙΚΑΣ, ΝΙΚΟΛ. ΛΟΥΡΟΣ, ΝΙΚΟΛ. ΦΩΤΙΑΣ, ΝΙΚΟΛ. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΟΥ, ΝΙΚΟΛ. ΦΑΡΜΑΚΙΔΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΜΑΛΑΤΕΣΤΑΣ, ΣΠΥΡ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ, ΕΥΑΓΓ. ΚΟΥΛΟΥΜΠΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΛΕΒΕΝΤΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου 1974

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΟΠΟΥΛΟΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου 1974 ὡς κάτωθι:

Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	3.000
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	25
6. » » Παράρτημα	»	15
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	150
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 3, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 8, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 15, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 15 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Γ Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ τῶν ἀφορωσῶν εἰς προσωρινὰς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939	»	200
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	600
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν ἐν γένει, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ. Σ. τοῦ ΕΛΤΑ δι' ὧν ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
10. Τῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	1.000
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ὡς ἄνω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000
ΙΙ Εἰς τὸ Τέταρτον τεῦχος, τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ – ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε.Τ.

ΣΕΡΑΦΕΙΜ ΤΡΙΑΝΤΑΦΥΛΛΟΥ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ